

EVOLUTION DE LA PRESSE ECRITE EN ALGERIE DEPUIS L'INDEPENDANCE⁽¹⁾

Par Zahir IHADDADEN

Je remercie les organisateurs de ce colloque pour l'aimable invitation à participer à cette confrontation d'idées sur l'évolution de la presse écrite au Maghreb, un thème d'une actualité brûlante dans nos pays (Du Maghreb) et qui détermine dans une large mesure le développement de nos Sociétés.

Le choix de l'intitulé de ce colloque exprime à mon sens une position optimiste : on évolue en se renouvelant ; je partage ce sentiment. Sans aucun doute il y a un progrès dans notre évolution. Mais elle se fait en trébuchant, la courbe est en dents de scie. Il y a des moments de crise qui parfois donnent l'impression de durer.

Pour nous, Maghrébins, le plus difficile est de définir cette évolution, de pouvoir situer ces crises, en un mot de bien établir les références, de définir l'objectif.

Pour ma part, c'est au regard de cette difficulté que je place mon intervention qui a pour titre "Evolution de la presse écrite en Algérie depuis l'indépendance".

Dans une première partie, j'essayerai de préciser les caractéristiques de cette évolution en trois points : 1. le phénomène presse dans notre Société, 2. la place de l'écrit, 3. la prépondérance des quotidiens.

Dans une deuxième partie, j'essayerai de dégager les grands étapes de cette évolution qui sont au nombre de trois également.

1. Le phénomène presse dans notre société :

Les recherches et la réflexion que j'ai menées sur la presse écrite en Algérie, compte tenu de l'évolution générale du pays m'ont permis de constater en effet que l'élément le plus important ne réside pas dans le contenu de cette presse, dans l'analyse du message qu'elle diffuse, mais bien dans la présence de ce moyen d'expression dans la société et de l'utilisation qui en est faite. J'exprime en somme à ma façon, la célèbre formule de Mac Luhan : "Le Message, c'est le Medium".

En effet dans notre société, la presse écrite est un phénomène d'importation, si je puis m'exprimer ainsi. Avant 1830, la société algérienne ne connaissait pas, ou n'utilisait pas la presse écrite comme un moyen de Communication. C'est au contact de la présence coloniale que nous avons appris à nous en servir ; tout d'abord comme moyen de communication ensuite comme arme de combat politique et de libération nationale.

Mais la nature même de la colonisation et la particularité de notre combat politique, ont fait

(1) Communication faite au Colloque sur "l'évolution de la presse écrite au Maghreb" tenu à Tunis à l'I.N.P.J. les 4 et 5 décembre 1988.

que notre expérience journalistique n'a pas été complète : tout le domaine de l'information quotidienne nous échappait.

Au lendemain de l'indépendance, c'est cette expérience boiteuse que nous avons héritée et que les dirigeants politiques ont voulu perpétrée, non dans sa forme, mais dans son esprit.

Et cette distinction est assez importante. Le phénomène "presse écrite" n'a pas été rejeté comme étant lilé à la colonisation ; au contraire, il a été adopté, mais aussi adapté, non seulement comme forme d'expression, mais surtout comme instrument de consolidation de la souveraineté nationale et de l'indépendance retrouvée.

L'essentiel dans nos recherches est de voir, par conséquent, comment cette forme d'expression, importée somme toute, s'installe, se consolide et se développe dans notre société, d'autant plus que la presse écrite, dans son développement historique dans le monde, est liée aux grandes idées de liberté et de démocratie.

2. La place de l'écrit :

Et là, j'en viens naturellement à la définition de la place de l'écrit dans notre société. Il est vrai que le taux d'alphabétisation est évalué, aujourd'hui en 1988 en Algérie à 50% de la population, ce qui représente une masse de 12 millions de lecteurs potentiels.

Mais il y a lieu de souligner que ce taux n'était que de 20% en 1962, au moment de notre indépendance.

C'était là un handicap assez important pour le développement de la presse écrite ; le grand public ne pouvait pas lire. Aussi la presse écrite est vite apparue comme étant un moyen diminué, dont l'audience ne pouvait pas être, de toute façon, assez importante. Cette constatation prend une dimension plus inquiétante lorsqu'elle est liée au phénomène de la langue : Faut-il écrire en arabe ou en français ? Il y avait là un dilemme politique et culturel que je ne voudrais pas aborder dans cette intervention.

Ce sont ces difficultés qui ont poussé quelque peu, les dirigeants politiques algériens, au début de l'indépendance, à négliger le développement de la presse écrite, au profit de la radio et de la télévision qui sont des moyens très adaptés à une société qui souffre de l'analphabétisme.

Cependant, il y a bien de souligner que l'écrit revêt toujours un caractère sacré dans notre société d'où l'influence profonde qu'il exerce sur les esprits. Et c'est là aussi la raison pour laquelle, la presse écrite a fini, compte tenu de l'évolution politique du pays, par adapter la langue de bois et rendre la presse écrite peu crédible.

3. La prépondérance des quotidiens :

Le phénomène de la langue de bois explique la disparition graduelle des journaux d'opinions, de l'absence de diffusion des débats politiques et culturels et de l'ermégence des quotidiens comme catégorie prépondérante de la presse écrite. Bien plus, le quotidien en langue française "El Moudjahid" dominait dans les années 70, toute la presse écrite en Algérie.

Son tirage qui dépassait les 400.000 exemplaires était supérieur au tirage de l'ensemble des hebdomadaires et des quotidiens des deux langues.

Peut être peut-on trouver une explication à ce phénomène dans la frustration, à l'époque coloniale de l'expérience du quotidien que j'évoquais tout à l'heure ? En réalité, la raison profonde se trouve dans le système politique qui a monopolisé la presse écrite et dans la peur de l'écrit dont la forme d'expression est plus durable, ceci naturellement avant que la cassette ne vienne changer les données du problème.

Mais au delà de toutes ces raisons, il y a lieu de constater que l'expérience du quotidien permet aujourd'hui de croire que la presse écrite achève sa période de maturation et que cette forme d'expression finira par retrouver son âme qui est la liberté d'expression. Ce sont là les grands enseignements que l'on peut tirer de l'expérience assez riche que l'Algérie a connue. Convient-il peut-être maintenant de vous en retracer les grands étapes.

Première étape 1962 – 1965 :

C'est une étape assez courte, comme on peut le constater. Trois années seulement, mais trois années qui ont suffi pour passer du régime libéral, hérité de la colonisation, à un régime dirigiste, nécessité par l'instauration du parti unique.

Il y a lieu de souligner qu'aucun texte juridique n'est venu préciser la nature et les contours du nouveau régime. Peut-être la référence se faisait-elle toujours à la loi française de 1881 sur la liberté de la presse, conformément à la loi du 31.12.62 tendant à la reconduction de la législation en vigueur.

C'est donc la pratique gouvernementale qui peu à peu à instaurer un régime dirigiste dans le domaine de la presse écrite et de l'information en général. Cette pratique s'est faite dans trois directions presque simultanément ; 1°) Création de quotidiens nationaux ; 2°) Nationalisation de la presse coloniale ; 3°) Contrôle de la presse nationale.

J'ai évoqué plus haut que l'Algérie indépendante n'avait pas d'expérience dans la presse quotidienne. Le premier quotidien national créé fut *Ach.chaâb* (Peuple) en langue française. Il fut lancé le 19 septembre 1962, suivi au mois de Décembre 1962 d'une édition du même titre en langue arabe. Le 29.03.63, un autre quotidien en langue française, *El Djoumbouria* (République) fut lancé à Oran dans les presses d'Oran Républicain qui venait de suspendre sa parution. Au mois de Septembre 1963, autre quotidien fut lancé à Constantine. Il s'agit d'*An.nasr* (Victoire) qui est venu s'installer dans les locaux de *La dépêche de Constantine*, nationalisée, comme nous le verons plus loin. Au mois d'Avril 1964, un quotidien du soir *Alger ce soir* fut lancé à Alger.

Mais en raison de la faiblesse du contenu et surtout de la présence de la presse coloniale, ces nouveaux quotidiens se vendaient mal : leur tirage global dépassait difficilement 80.000 exemplaires. *Ach.chaâb* en langue française qui devint par la suite le Peuple atteignait péniblement 40.000 exemplaires, alors que *La Dépêche d'Algérie* ou *Alger Républicain* faisaient allégrement 80.000 exemplaires chacun. Quand à *Ach.chaâb* en langue arabe son tirage évoluait entre 10.000 et 20.000 exemplaires avec beaucoup d'inventus.

Incontestablement, les quotidiens nationaux n'arrivaient pas à s'affirmer. Les lecteurs algériens préféraient apparemment conserver leurs habitudes de lire la presse coloniale qui de ce fait devenait un concurrent sérieux. Il fallait donc abattre cet obstacle et nationaliser la presse coloniale. C'est le Bureau Politique du F.L.N. qui prit la décision de cette nationalisation par un communiqué dans lequel il précisait que cette "mesure est conforme aux principes fondamentaux

de notre constitution". "Ces organes de presse ajoutait-il, rappelaient l'époque coloniale et leur action néfaste pendant la guerre de libération".

En réalité, la principale motivation de cette nationalisation a un caractère protectionniste. Elle tend comme nous l'avons souligné, à éliminer toute concurrence à la presse nationale naissante, dépourvue d'expérience et disposant de peu de moyens pour lutter contre une presse coloniale qui possédait une longue expérience et bénéficiait d'une tradition de lecture très ancienne chez les Algériens.

En plus, le Gouvernement avait la ferme intention d'étendre son contrôle à toute la presse paraissant en Algérie. Cette intention fut confirmée par les résolutions prises par le Congrès du F.L.N. en 1964. Or, après la nationalisation de la presse coloniale, seul le quotidien *Alger-Républicain* échappait encore au contrôle du Gouvernement. En raison de l'attitude de ce journal avant et après l'indépendance, on pensa tout d'abord à le fusionner avec le journal gouvernemental "*Le Peuple*". Mais, les événements ont bousculé quelque peu cette opération. Le 19 juin, avec l'arrivée de Boumédiène au pouvoir. *Alger-Républicain* se saborda. Le gouvernement lança alors un nouveau titre "*El-Moudjabid*". Désormais, son contrôle sur la presse écrite était total.

Deuxième étape 1965 – 1976 : Avec cette nouvelle étape qui va durer onze ans, s'ouvre une nouvelle période au cours de laquelle, la presse écrite va vivre en hibernation. Elle existe, elle se développe même sur le plan du tirage. *El-Moudjabid* est passé de 66.400 exemplaires en 1965 à 140.000 exemplaires en 1975. L'ensemble des quotidiens ont vu leur tirage passer de 113.000 à 227.000 exemplaires en 10 ans.

Mais le rôle de la presse écrite restait insignifiant et difficile à définir. Elle jouait beaucoup plus un rôle de service public, à l'instar peut-être des P.T.T. ou des Chemins de Fer. Elle se contentait de recevoir et de transmettre l'information officielle. Elle participait d'une façon tout à fait marginale à l'action du gouvernement et semblait sourde aux sollicitations de ses lecteurs et du public en général.

En 1968, des textes définissant le Statut des Entreprises de presse et celui des Journalistes, contribuèrent pour beaucoup à la paralysie des organes de presse et à y introduire la bureaucratie.

L'essentiel peut-être n'est pas, comme nous l'avons souligné plus haut, dans la qualité du message que cette presse écrite transmet, mais bien dans sa présence comme moyen de communication ? Alors le mot hibernation lui convient-il bien ! Elle est en effet en attente d'une mutation et de l'entrée dans la 3^{ème} étape.

Troisième étape de 1976 jusqu'à nos jours :

Quels sont les signes de cette mutation ? Essentiellement deux au cours de cette 3^{ème} période, le troisième signe étant tout à fait récent, jusqu'il commence à émerger avec les événements que le pays connaît depuis Octobre 1988.

Les deux signes de mutation sont d'une part, le développement de la diffusion de la presse écrite et d'autre part, la mise en question du rôle de l'information au niveau des instances supérieures du pays.

A partir de 1976, le circuit de diffusion a commencé à s'élargir. Les dirigeants ont compris la nécessité de toucher d'autres régions du pays qui jusqu'à présent ne recevaient pas la presse écrite. Le développement de l'école et de l'instruction a fait reculer les limites de l'analphabétisme ; il fallait donc, pénétrer dans les zones rurales. Jusqu'en 1976, 280 communes seulement sur les 704 que comptait le territoire national à l'époque recevait la presse écrite. En 1979, ce sont 600 communes sur 704 qui étaient desservies, avec près de 1200 points de vente. Ce chiffre ne cesse d'augmenter depuis.

Cette politique, eut immédiatement un effet bénéfique sur le tirage des journaux. En deux années, les quotidiens passèrent de 273.985 exemplaires à 425.000 exemplaires, soit une augmentation de 54,75%.

Par ailleurs, la troisième étape se distingue de la deuxième étape par la création de nouveaux titres : deux quotidiens du soir furent créés ; des hebdomadaires spécialisés furent lancés.

Le visage de la presse écrite changeait, se modifiait, du moins dans sa forme. Mais on voulait aussi apporter des changements dans le contenu.

Déjà, en 1976, lors de la discussion sur l'avant projet de la Charte Nationale, la situation de l'information et de la presse écrite en particulier a été évoquée. Cependant, il a fallu attendre la réunion du IV^e Congrès du FLN, en 1979 pour que les problèmes de l'information dans son ensemble soient réellement discutés. Peu de temps après, en 1982 un code de l'information a été adopté par l'Assemblée Populaire Nationale et la même année, le Comité Central du F.L.N. a consacré une de ses sessions à la définition d'une politique de l'information.

Tout cet effort a contribué à modifier quelque peu le contenu de la presse écrite. La couverture des nouvelles nationales devient moins timide qu'auparavant. On s'intéresse aux faits divers. On fait une large part au courrier des lecteurs. On ouvre les colonnes du journal à des libres opinions.

Compte tenu de la réalité algérienne, caractérisée par une initiation rapide de la société et une influence contraignante de l'extérieur, cette nouvelle orientation a contribué dans une large mesure à une prise de conscience de la corporation des journalistes et à la nécessité d'une libération de la presse écrite.

Depuis Octobre 1988, cette nécessité est devenue une revendication populaire. La presse écrite semble vouloir récupérer rapidement son âme, depuis cette dernière date. Est-elle le début d'une autre période.

Alger, novembre 1988
Zahir Ihaddaden